

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Chine/Situation de M. Liu  
Xiaobo - Syrie - Libye - Égypte -  
Iran - Russie**  
(Paris, 29 juin 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

**1 - Chine - Situation de M. Liu Xiaobo**

La France est préoccupée par les informations sur l'état de santé de M. Liu Xiaobo, prix Nobel de la paix. Elle appelle la Chine à le libérer pour raisons humanitaires.

Nous appelons également à mettre en oeuvre toutes les mesures nécessaires pour que M. Liu Xiaobo puisse bénéficier de tous les soins nécessaires dans le lieu de son choix et que son épouse et ses proches puissent avoir accès à lui.

**Q -** La France a-t-elle proposé d'accueillir le dissident chinois Liu Xiaobo, et si oui pour quelles raisons ? La Chine a-t-elle réagi à cette proposition ?

**R -** Nous vous renvoyons à la déclaration que nous venons de faire. Nous n'avons pas d'autre commentaire à faire.

**2 - Syrie**

**Q -** La France souhaite-t-elle créer un nouveau groupe de contact sur la Syrie qui serait composé du P5 et de certains pays clefs de la région ?

**R -** Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian dans l'entretien qu'il a accordé le 29 juin au Monde, une solution politique en Syrie doit «inclure toutes les composantes syriennes, avec le soutien des Nations unies, en particulier les membres permanents du conseil de sécurité et les pays de la région».

C'est dans cet objectif de parvenir à une transition politique négociée que M. Jean-Yves Le Drian poursuit ses consultations.

Q - Le ministre parle d'une solution politique en Syrie avec toutes les composantes syriennes. Peut-on conclure que vous voudriez que le PYD/YPG fasse partie d'un tel processus contrairement à la situation actuelle dans les négociations à Genève ?

R - La France soutient la médiation des Nations unies conduite par M. Staffan de Mistura dans le cadre fixé par la résolution 2254 du conseil de sécurité et du communiqué de Genève. Ces textes définissent clairement les parties prenant part à la négociation : les représentants de l'opposition et le régime.

La résolution 2254 réaffirme notamment que «le seul moyen de régler durablement la crise syrienne est un processus politique ouvert, conduit par les Syriens, répondant aux aspirations légitimes du peuple syrien et mené dans la perspective de l'application intégrale des dispositions du communiqué de Genève du 30 juin 2012».

Q - Quelles sont vos bases de principes robustes pour la nouvelle méthode de dialogue en Syrie ?

R - M. Jean-Yves Le Drian a rappelé les quatre principes qui guident notre action dans l'entretien qu'il a accordé au Monde le 29 juin : «Le premier est la lutte contre tous les terrorismes ; le second est l'interdiction absolue de tout emploi ou fabrication d'armes chimiques ; le troisième est d'assurer la distribution des aides humanitaires à tous ceux qui en Syrie en ont besoin. Le quatrième est une solution politique incluant toutes les composantes syriennes, avec le soutien des Nations unies, en particulier les membres permanents du conseil de sécurité et les pays de la région».

### 3 - Libye

Q - La France ne reste pas inerte sur la Libye. Que proposez-vous de différent par rapport à l'ancienne administration ?

R - M. Jean-Yves Le Drian a rappelé notre objectif dans l'entretien qu'il a accordé au Monde : «le risque sécuritaire se développe en Libye, sur fond de trafics en tous genres, notamment d'êtres humains. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette situation».

C'est pourquoi la France oeuvre prioritairement à la relance du processus politique et à la lutte contre le terrorisme en Libye. Le président de la République s'est entretenu le 30 mai avec le Premier ministre Sarraj. M. Jean-Yves Le Drian a évoqué ce dossier lors de ses déplacements récents en Tunisie, en Algérie et en Égypte et se rendra prochainement en Italie.

Le cadre d'un accord politique doit rester celui de l'accord de Skhirat, qui peut être amendé sous l'égide des Nations unies. Nous apportons notre soutien à M. Ghassan Salamé, nouveau représentant spécial du secrétaire général, pour promouvoir le dialogue entre les parties libyennes, renforcer le processus politique conduit par les Nations unies et mettre en cohérence les initiatives diplomatiques.

#### 4 - Égypte

Q - En Égypte, vos inquiétudes portent sur le sort de combien de personnes ?

R - Comme l'a indiqué M. Jean-Yves Le Drian dans son interview ce matin : «Si je commente mes démarches dans la presse, je le fais aux dépens de l'efficacité».

#### 5 - Iran

Q - Le ministre dit que l'Iran doit respecter l'intégrité et la souveraineté complètes de ses voisins. Au-delà de cette rhétorique avez-vous une stratégie pour convaincre Téhéran de changer de ligne ?

R - La France est attachée au développement du dialogue politique avec l'Iran et M. Jean-Yves Le Drian est en contact régulier avec son homologue pour aborder la situation régionale. Ce point sera discuté lors de l'entretien que le ministre de l'Europe et des affaires étrangères aura ce 29 juin avec M. Javad Zarif.

Seul un règlement diplomatique permettra de mettre un terme aux conflits de la région. L'Iran doit s'inscrire dans ce cadre de manière constructive. L'accord de Vienne a démontré que les questions les plus complexes pouvaient être résolues par la diplomatie.

#### 6 - Russie

Q - Pouvez-vous confirmer que la prochaine rencontre de M. Le Drian avec le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, aura lieu le 6 juillet à Paris ? Quels sujets vont-ils aborder ?

R - M. Jean-Yves Le Drian recevra son homologue russe, M. Sergueï Lavrov, le 6 juillet à Paris. Les discussions porteront sur les principaux sujets de l'actualité internationale, dont la situation en Syrie, en Libye et en Ukraine, la lutte contre le terrorisme et notre coopération bilatérale./.